



**PRÉFET
MARITIME
DE LA MANCHE
ET DE LA MER DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture maritime de la Manche
et de la mer du Nord**

Direction « action de l'État en mer »

N° 105 / 2023 / PREMAR MANCHE / AEM / NP



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de la Manche

Arrêté n° 23-154

ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL

portant protection du biotope des îles Saint-Marcouf (Manche)

Le préfet maritime de la Manche et de la
mer du Nord,

Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Le préfet de la Manche,

Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** la directive n° 79/409/CEE du Conseil des communautés européennes du 2 avril 1979 modifiée par la directive n° 2009/147 CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres ;
- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.120-1, L.411-1 à L.411-3, L.415-1 à 6, R.411-1, R.411-15 à 17 et R.415-1 ;
- Vu** le décret n°2004-112 du 6 février 2004 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2006-1159 du 18 septembre 2006 portant publication de la résolution MSC.99 (73) portant amendement à la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer telle que modifiée (ensemble une annexe), adoptée à Londres le 5 décembre 2000 ;
- Vu** le décret n° 2010-130 du 11 février 2010 relatif aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- Vu** l'arrêté du 28 décembre 1981 portant création du site classé « Iles Saint-Marcouf et domaine public maritime » ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : prefecture@manche.gouv.fr

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :

- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous

- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 : uniquement sur rendez-vous

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00



- Vu** l'arrêté du 20 janvier 1982 modifié relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;
- Vu** l'arrêté du 27 avril 1995 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Basse-Normandie complétant la liste nationale ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 octobre 2008 portant désignation du site NATURA 2000 FR2510047 « Baie de Seine occidentale » (Zone de Protection Spéciale) ;
- Vu** l'arrêté du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 21 décembre 2015 du réduit de batterie de l'île de Terre ;
- Vu** l'arrêté de classement au titre des monuments historiques du 25 janvier 2017 portant sur la totalité des ouvrages défensifs de l'île du Large, à l'exclusion des parties strictement naturelles ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 22 mai 2017 portant approbation du document d'objectifs de la Zone de Protection Spéciale « Baie de Seine occidentale » ;
- Vu** la liste des oiseaux de Basse-Normandie comprenant la liste rouge des espèces menacées validée par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 3 octobre 2012 ;
- Vu** la liste rouge de la flore vasculaire de Basse-Normandie validée par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 15 décembre 2015 ;
- Vu** les diagnostics scientifiques élaborés par le Groupe Ornithologique Normand et les données du Conservatoire botanique national de Brest ;
- Vu** le dossier scientifique synthétisé par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- Vu** l'avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel en date du 24 avril 2018 ;
- Vu** l'avis de la commune de Saint-Marcouf en date du 19 septembre 2018 ;
- Vu** l'avis de la chambre d'agriculture de la Manche en date du 27 septembre 2018 ;
- Vu** les résultats de la consultation du public effectuée du 8 octobre au 30 novembre 2018 ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation spécialisée de la nature, en date du 26 février 2019 ;

Considérant les diagnostics scientifiques élaborés par le Groupe Ornithologique Normand mettant en évidence que le Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo carbo*), le Cormoran huppé (*Phalacrocorax aristotelis aristotelis*), le Fou de Bassan (*Morus bassanus*), le Pipit maritime (*Anthus petrosus*), le Goéland marin (*Larus marinus*), le Goéland argenté (*Larus argentatus*), le Goéland brun (*Larus fuscus*), l'Aigrette garzette (*Egretta garzetta*), le Tadorne de Belon (*Tadorna tadorna*) utilisent les deux îles Saint-Marcouf comme site de reproduction ;

- Considérant** que le Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo carbo*), le Cormoran huppé (*Phalacrocorax aristotelis aristotelis*), le Fou de Bassan (*Morus bassanus*), le Pipit maritime (*Anthus petrosus*), le Goéland marin (*Larus marinus*), le Goéland argenté (*Larus argentatus*), le Goéland brun (*Larus fuscus*), l'Aigrette garzette (*Egretta garzetta*), le Tadorne de Belon (*Tadorna tadorna*) font partie des espèces protégées au titre de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des espèces d'oiseaux protégées sur l'ensemble du territoire national ;
- Considérant** que les îles Saint-Marcouf abritent avec l'archipel de Chausey les plus importantes colonies d'oiseaux marins de Normandie ;
- Considérant** que les effectifs reproducteurs de Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo carbo*) des îles Saint-Marcouf représentent selon les années plus de 20% de la population française nicheuse littorale ;
- Considérant** que les effectifs reproducteurs de Cormoran huppé (population Atlantique) (*Phalacrocorax aristotelis aristotelis*) des îles Saint-Marcouf représentent selon les années jusqu'à 10% de la population française nicheuse ;
- Considérant** que les effectifs reproducteurs de Cormoran huppé (population Atlantique) (*Phalacrocorax aristotelis aristotelis*) des îles Saint-Marcouf représentent selon les années jusqu'à 10% de la population française nicheuse ;
- Considérant** le rôle essentiel joué par les deux îles Saint-Marcouf en période internuptiale comme dortoirs regroupant tous les cormorans huppés de la côte orientale du Cotentin et une très grande majorité des Grands cormorans, des Goélands marins et argentés ;
- Considérant** la totale complémentarité entre les deux îles Saint-Marcouf, les effectifs des colonies d'oiseaux variant sur l'une ou l'autre en fonction des conditions physiques ou biologiques rencontrées ;
- Considérant** que les deux îles Saint-Marcouf sont occupées à toutes les périodes de l'année par toutes ou partie des espèces visées ci-dessus ;
- Considérant** la présence de la Soude ligneuse (*Sueda vera*), espèce figurant dans la liste des espèces végétales protégées en Basse-Normandie ;
- Considérant** la nécessité de réaliser des suivis scientifiques réguliers des populations d'espèces présentes sur les îles Saint-Marcouf afin d'évaluer leur état de conservation ;
- Considérant** que la mesure de classement au titre des monuments historiques suppose de maintenir le monument dans un état sanitaire satisfaisant et qu'il appartient au propriétaire d'engager les travaux nécessaires à la bonne conservation du monument pour en garantir la pérennité ;
- Considérant** que pour ce faire il importe de pouvoir accéder à l'île pour mener à bien les chantiers visant à assurer cette conservation ;
- Considérant** l'obligation de maintenir en conditions opérationnelles l'établissement de signalisation maritime (ESM 50A00156) feu de jalonnement de l'île du Large Saint-Marcouf, géré par la direction interrégionale de la mer Manche Est Mer du Nord et son service des phares et balises, subdivision Cherbourg-en-Cotentin ;
- Considérant** que pour des enjeux de sécurité maritime, les opérations de maintenance curative sur cet établissement de signalisation maritime doivent être réalisées

dans les meilleurs délais et rendent nécessaire l'accès à l'île du Large à tout moment à cet effet ;

Considérant par ailleurs que le service des phares et balises programme, dans la mesure du possible, ses opérations de maintenance sur cet établissement de signalisation maritime en dehors de la période de nidification des espèces protégées, courant du 1^{er} avril au 31 juillet ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie,

ARRETEMENT

ESPECES ET BIOTOPES CONCERNES

Article 1

Il est instauré des mesures de protection des îles Saint-Marcouf afin de garantir l'équilibre biologique des milieux et la conservation des biotopes nécessaires à la reproduction, à l'alimentation, à la croissance, au repos et à la survie des espèces suivantes :

- le Grand cormoran sous-espèce littorale (*Phalacrocorax carbo carbo*)
 - le Cormoran huppé sous-espèce nominale Manche-Atlantique (*Phalacrocorax aristotelis aristotelis*)
 - le Goéland marin (*Larus marinus*)
 - le Fou de Bassan (*Morus bassanus*)
 - le Pipit maritime (*Anthus petrosus*)
 - le Goéland argenté (*Larus argentatus*)
 - le Goéland brun (*Larus fuscus*)
 - l'Aigrette garzette (*Egretta garzetta*)
 - le Tadorne de Belon (*Tadorna tadorna*)
- la Soude ligneuse (*Suaeda vera*)

Article 2

Sont déclarés biotopes spécifiques de la reproduction, de l'alimentation, de la croissance, du repos et de la survie d'au moins une des espèces sus-visées, le secteur des îles Saint-Marcouf constitué des parties situées au-dessus du niveau des plus hautes mers des parcelles cadastrales du territoire de la commune de Saint-Marcouf :

Section AH – Feuille 000 AH 01 – Parcelles n° 1 à 10.

A titre indicatif, les limites de ce périmètre figurent sur la carte en annexe du présent arrêté et sont consultables sur le site internet suivant :

<https://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/8/nature.map>

MESURES D'INTERDICTION

Article 3

Dans le secteur des îles Saint-Marcouf défini à l'article 2, sont interdits :

- l'introduction volontaire d'animaux ou de végétaux, sauvages ou domestiques ;
- sur l'Île de Terre, l'accostage et le débarquement toute l'année, à l'exception des cas prévus à l'article 4 du présent arrêté ;
- sur l'Île du Large, l'accostage et le débarquement du 1er avril au 31 juillet, à l'exception des cas prévus aux articles 4 et 5 du présent arrêté ;
- sur l'Île de Terre, le survol à moins de 300 m d'altitude, toute l'année, par tout aéronef civil motorisé, télépiloté ou avec pilote à bord, à l'exception des cas prévus à l'article 4 du présent arrêté ;
- sur l'Île du Large, le survol à moins de 300 m d'altitude, du 1er avril au 31 juillet, par tout aéronef civil motorisé, télépiloté ou avec pilote à bord, à l'exception des cas prévus à l'article 4 du présent arrêté.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux opérations de police ou de secours susceptibles d'être mises en œuvre sur les îles Saint-Marcouf.

Article 4

Dans le secteur des îles Saint-Marcouf défini à l'article 2, sont soumis à autorisation préalable du Préfet :

- sur l'Île de Terre, en tout temps, l'accostage et le débarquement à des fins d'études, de suivis scientifiques, de régulation de prédateurs, ainsi que le survol à moins de 300 m d'altitude, par tout aéronef civil motorisé, télépiloté, à des fins d'études et de suivis scientifiques ;
- sur l'Île du Large, du 1er avril au 31 juillet, l'accostage et le débarquement à des fins d'études, de suivis scientifiques, de régulation de prédateurs, ainsi que le survol à moins de 300 m d'altitude, par tout aéronef civil motorisé, télépiloté, à des fins d'études et de suivis scientifiques ;
- sur l'Île du Large, du 1er avril au 31 juillet, l'accostage et le débarquement pour réaliser les travaux de réparation ou de restauration soumises à autorisation au titre de l'article L. 621-9 du code du patrimoine, pour autant qu'il ait été démontré que ces travaux ne puissent pas s'effectuer en dehors de cette période et sous réserve des autres réglementations applicables ;
- toute intervention visant à couper ou arracher la végétation naturelle, à l'exception des travaux d'entretien, de réparation ou de restauration des ouvrages fortifiés au titre des articles L. 621-1 et suivants du code du patrimoine.

Article 5

Sur l'Île du Large, la direction interrégionale de la mer Manche Est Mer du Nord et son service des phares et balises, subdivision Cherbourg-en-Cotentin, sont autorisés en tout temps, à accoster et débarquer pour la réalisation des opérations nécessaires au maintien en conditions opérationnelles de l'établissement de signalisation maritime.

SANCTIONS

Article 6

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des peines prévues aux articles L. 415-3 et R. 415-1 du code de l'environnement.

COMITE DE SUIVI

Article 7

Un comité de suivi est institué. Il est constitué par le Comité de pilotage de la Zone de Protection Spéciale du site « Baie de Seine occidentale » FR 2510047. Il est chargé de suivre la mise en œuvre du présent arrêté.

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet de la Manche et le préfet maritime ou d'un recours hiérarchique devant le ministre en charge de l'environnement, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaudra décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen, accessible par le site www.telerecours.fr

PUBLICITE

Article 9

Le présent arrêté est :

- affiché en mairie de Saint-Marcouf ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Manche, au recueil des actes administratifs de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord ainsi que sur le site internet de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
- mentionné dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Manche.

Article 10

L'adjoint du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord pour l'action de l'État en mer, la secrétaire générale de la préfecture, le directeur inter-régional de la mer Manche Est-mer du Nord, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le maire de la commune de Saint-Marcouf sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cherbourg-en-Cotentin, le 26 octobre 2023.

Le préfet maritime de la Manche
et de la mer du Nord,



Marc VERAN

Saint-Lô, le 24 OCT. 2023

Le préfet


Xavier BRUNETIERE

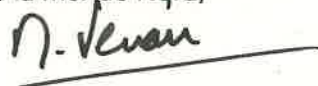
Vu pour être annexé à l'arrêté inter-préfectoral portant protection de biotope des îles Saint-Marcouf (Manche)

Cherbourg-en-Cotentin, le 26 octobre 2023

Saint-Lô, le 24 OCT. 2023

Le préfet maritime de la Manche
et de la mer du Nord,

Le préfet,



Marc VERAN



Xavier BRUNETIERE

